

Formation des enseignants : Il faut remettre le dossier... sur le métier !

La fédération UNSA Éducation et ses syndicats
A&I, SE, SIEN, SNPDEN, SNPTES, SUP'Recherche,

- **constatent que la réforme envisagée de la formation et du recrutement des enseignants reste un point d'achoppement majeur**, malgré les progrès enregistrés sur les autres dossiers concernant l'Université.
- **considèrent qu'elle est inacceptable en l'état, tant son élaboration a été faite dans l'urgence et sans concertation ;**
- **estiment qu'au vu de la complexité du dossier, des mesures transitoires ne feraient qu'ajouter à la confusion ;**
- **affirment que le maintien du système actuel en 2009-2010 est la seule solution** — ce qui implique le maintien des moyens de formation (enseignants-chercheurs, enseignants, Biatoss) des actuels IUFM et de leurs antennes locales ;
- **exigent dès à présent une remise à plat totale du dossier et une négociation globale sur la base d'un cadre national** garantissant :
 - une réelle formation professionnelle en alternance qui, nécessite des stages professionnels dans les établissements scolaires durant le parcours universitaire, mais également une formation professionnelle adaptée après le concours, ce qui exclut un service à temps complet devant les élèves.
 - la qualité de la formation académique dont l'Université est le garant ;
 - l'articulation entre formation et pratique professionnelles, ce qui impose la présence et le renforcement d'un réseau de formateurs de terrain à la qualification reconnue ;
 - des conditions matérielles décentes aux étudiants pour l'accès au métier d'enseignant (bourses, pré recrutements...) ;
 - un dispositif de conventionnement entre les universités, les recteurs, les EPLE pour le second degré ou les autorités représentant les circonscriptions du premier degré, afin de permettre une organisation cohérente de la formation dans les établissements et les écoles.

Pour la fédération UNSA-Education et ses syndicats SUP'Recherche, SNPTES, SNPDEN, SIEN, SE, A&I, les conditions de mise en œuvre du projet actuel sont loin de garantir une formation professionnelle qui réponde aux multiples réalités du métier d'enseignant. Il est temps que les deux ministres concernés retirent leur projet et proposent, dans un cadre largement concerté avec toutes les parties prenantes, un nouveau dispositif qui mette la professionnalisation au cœur du métier.